

Quand une industrie perd 56 p. 100 de ses revenus en deux ans, tous les députés doivent s'en inquiéter. En effet, si cela peut arriver à une industrie, les autres s'en ressentiront certainement. On assiste déjà à des mises à pied dans les usines de machines agricoles de l'Ouest canadien du fait que les agriculteurs n'achètent plus autant de machines qu'autrefois. Cela se répercute à son tour, maintenant, sur le problème du chômage.

Non seulement les membres du comité de l'agriculture, mais tous les Canadiens devraient aussi avoir raison de s'inquiéter du programme de stabilisation prévu dans le bill. En vertu de ce programme, les cultivateurs devront verser 2 p. 100 du total de leur revenu brut et le gouvernement versera une contribution de 4 p. 100. L'autre jour, lorsque le ministre a expliqué pourquoi on avait décidé d'établir le calcul sur le revenu brut plutôt que sur le revenu net, il a prétendu que ses économistes ne savaient comment faire le calcul sur le revenu net. Je tiens à informer le ministre que si le gouvernement l'avait voulu, le calcul aurait pu se faire sur le revenu net. C'est peut-être un des motifs pour lesquels le député de Duvernay (M. Kierans) a dit que tous les conseillers du gouvernement ne valent rien, qu'ils sont tous de deuxième ordre. S'ils ne peuvent calculer le revenu en fonction du revenu net plutôt que du revenu brut, c'est qu'ils doivent être de second ordre. Nous en avons trop de cette catégorie au ministère de l'Agriculture et parmi le personnel du ministre. Nous, de l'opposition, ne souffrons pas de cette situation, ce sont les cultivateurs qui se trouvent dans le pétrin par suite du peu d'intérêt qu'on manifeste à leur endroit et de l'inefficacité de ces fonctionnaires.

En vertu de ce programme de stabilisation, les cultivateurs devront verser une contribution égale à 2 p. 100 de leur revenu jusqu'à concurrence de \$15,000. Bien que le bill fasse mention de l'ensemble de l'industrie agricole, il n'a aucune souplesse d'ordre régional ou provincial. De plus, il révoque la loi sur les réserves provisoires de blé et abrogera par étapes la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Je le répète, le bill aura de nombreuses répercussions à long terme. Pour ma part, j'estime qu'il s'agit d'un premier pas vers la mise en application du rapport de la Commission de planification de l'agriculture que le gouvernement a publié il y a plusieurs mois. L'aide du gouvernement à l'agriculture diminuera au lieu d'augmenter si le bill est adopté. La participation fédérale sera alors moins grande que du temps où les anciennes lois étaient en vigueur.

L'hon. M. Lang: Ce n'est pas exact.

M. Nystrom: Le ministre dit que ce n'est pas exact, mais bon nombre d'organisations de cultivateurs, le Syndicat national des cultivateurs notamment, l'affirment. Quand le ministre prendra la parole il pourra peut-être commenter ces questions qui paraissent controversables et qui peuvent donner lieu à des interprétations différentes de la part des députés. Bon nombre de gens estiment que la chose est vraie, bon nombre de cultivateurs aussi, malheureusement.

L'article visant la stabilisation est une autre source de préoccupation car, au dire des agriculteurs, il stabiliserait la pauvreté ou consacrerait les bas revenus des collectivités agricoles du Canada.

L'hon. M. Lang: Cela aussi, c'est faux.

M. Nystrom: Le ministre dit que cela aussi, c'est faux. Peut-être voudrait-il visiter les agriculteurs de ma circonscription et leur dire que c'est faux, car ce n'est pas ce qu'ils en pensent. Par ailleurs, le ministre n'a pu leur donner aucune explication. C'est peut-être là l'explication des divergences qui opposent bien des députés de ce côté-ci de la Chambre et le ministre. Nous sommes nombreux à en avoir assez de sa politique agricole des trois dernières années, politique fragmentaire, apathique et hautaine. Il se produit une érosion, non graduelle mais rapide, du mode de vie de l'Ouest du Canada. Je le répète, les revenus des agriculteurs sont tombés de 56 p. 100. Le prix des machines aratoires et celui de la production du boisseau de blé sont montés tous les ans. D'après la Commission Barber, les agriculteurs sont depuis des années les victimes des prix élevés des machines agricoles.

Pourquoi le gouvernement ne réagit-il pas à ce sujet? Il dispose de bien des moyens économiques pour rabaisser le coût des machines agricoles. J'ai l'impression, monsieur l'Orateur, qu'il préfère sans doute protéger les compagnies de machines agricoles plutôt que les cultivateurs et les Canadiens ordinaires. Voilà la raison de son inertie, et c'est probablement pour cela qu'il ne s'empressera pas trop de donner suite à certaines recommandations de la Commission Barber.

Bien des agriculteurs ont dû quitter la Saskatchewan à cause de leurs revenus peu élevés et d'un manque réel de stabilité dans toute cette province. Les entreprises commerciales ont fait faillite, les gens ont perdu leur emploi. Non seulement la politique agricole mais aussi d'autres programmes du gouvernement ont forcé des petits centres et des petites collectivités à disparaître. La fermeture de bureaux de poste ruraux, la mise à pied d'agents de gare et d'autres changements semblables ont tous contribué à mettre en danger la vue rurale dans l'Ouest du Canada. Il vaut la peine, selon moi, de préserver ce mode de vie, mais seul le gouvernement peut le maintenir, l'encourager et l'aider.

Le gouvernement a répondu en établissant une commission d'études. Les cultivateurs n'y étaient vraiment pas représentés, mais des gens d'autres professions y ont parlé du mode de vie de nos cultivateurs. Qu'a recommandé cette commission? Certaines mesures auxquelles le ministre tente actuellement de donner suite. On a notamment recommandé que les deux tiers des cultivateurs abandonnent leur terre non rentable, que le gouvernement se désintéresse de l'industrie agricole. Dans d'autres pays, les gouvernements aident de plus en plus les agriculteurs, leur permettant d'élaborer des projets et de s'organiser.

• (4.00 p.m.)

Si on poursuit ce raisonnement, quelle en est la conclusion logique? Que va-t-il se produire? De plus en plus de cultivateurs quitteront chaque année leurs terres et peut-être à un rythme plus accéléré qu'actuellement dans l'Ouest. De plus en plus de nos villes, villages et petites agglomérations disparaîtront étant donné qu'ils sont directement liés à l'agriculture. Si rien n'est fait pour y pallier, il n'existera dans l'Ouest du Canada, et surtout en